

- nous nous engageons à mener des réformes concrètes, en fonction de la situation dans chacun de nos pays, afin d'obtenir un niveau d'emploi élevé et une prospérité largement partagée : réformes de la fiscalité et de la sécurité sociale pour faire en sorte que « le travail paie », en particulier pour les moins favorisés; abaissement des charges sociales pesant sur les emplois les moins qualifiés dans les pays où le coût indirect du travail est élevé; amélioration des services publics de l'emploi;
- afin d'encourager l'esprit d'entreprise, nous moderniserons nos cadres réglementaires là où cela est nécessaire, dans les secteurs des biens et des services, afin d'accroître la capacité de nos économies à faire face aux évolutions rapides et d'encourager la création d'emplois; nous accueillons avec satisfaction les travaux entrepris par l'OCDE sur la réforme des réglementations et nous en attendons les conclusions avec intérêt;
- nous favoriserons la diffusion, notamment vers les PME, des nouvelles technologies, qui créent des emplois nombreux et de qualité.

30. Nous remercions l'OIT et l'OCDE pour la qualité de leurs contributions à la conférence de Lille. Nous souhaitons vivement que ces deux organisations poursuivent leurs travaux, en particulier en ce qui concerne l'interaction entre les politiques macroéconomiques et les réformes structurelles, ainsi que sur les « meilleures pratiques » dans les domaines de la technologie, de l'innovation et de l'investissement en capital humain dans les entreprises les plus performantes, et sur les politiques de développement des offres d'emplois pour les groupes les plus vulnérables.

31. Nous nous réjouissons de la proposition du Japon d'organiser une réunion afin d'approfondir la réflexion sur les questions relatives à l'emploi.

IV. Mettre en œuvre un nouveau partenariat mondial pour le développement : une ambition pour le XX^e siècle

32. Grâce à la mondialisation de l'économie et à des politiques macroéconomiques avisées, de nombreux pays en développement connaissent une croissance soutenue. Celle-ci est favorisée par une participation accrue aux échanges internationaux et par la capacité à attirer les capitaux. Toutefois l'écart se creuse entre ces pays et d'autres, principalement les pays à faible revenu, qui ne sont pas actuellement en mesure de profiter des avantages de la mondialisation et sont en voie de marginalisation croissante.